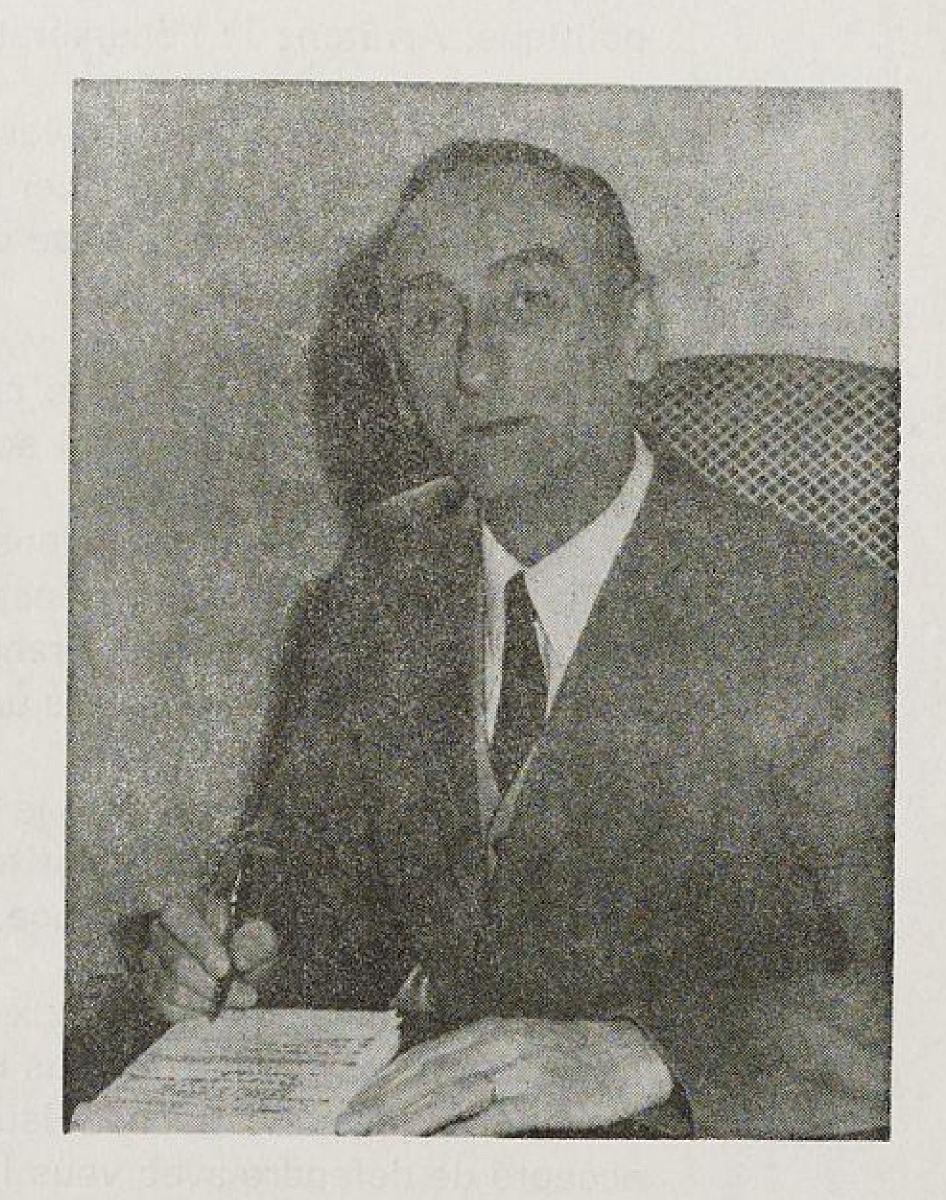
Département de la Vendée — 2e Circonscription

ELECTIONS LÉGISLATIVES
du 14 Juin 1981



L'Enjeu

Chères Electrices, Chers Electeurs,

Le peuple français a choisi un nouveau Président. Ici, nous lui avons refusé notre concours. Mais cette décision démocratique doit être respectée. Attachés aux principes fondamentaux de la Ve République, soucieux de sauvegarder les institutions que le Général de Gaulle nous a donnés en 1958, nous n'entendons pas contester ce choix.

Mais ensemble, nous voulons réfléchir aux conséquences de ce grave évènement et orienter notre action, pour que ne disparaissent pas demain les valeurs essentielles auxquelles nous sommes profondément attachés : **les libertés** — toutes les libertés — **les responsabilités,** en particulier dans les entreprises familiales, qu'elles soient agricoles, commerciales, industrielles, artisanales, l'esprit de **solidarité** nécessaire pour une amélioration des conditions de vie.

Pour cela, dans un contexte économique difficile nous entendons intensifier le combat contre le **chômage,** parfaire la lutte contre les **inégalités,** créer des emplois en particulier pour les **jeunes,** maintenir le **pouvoir d'achat** et augmenter les bas salaires, améliorer encore les revenus des **Anciens.**

Bref, tout ceci est possible même avec un Président de la République Socialiste, à condition qu'on ne lui permette pas de gouverner sans contrôle et d'appliquer le projet socialiste, succédané du programme commun, qui loin d'améliorer le sort des Français ne pourrait que l'aggraver.

A l'évidence, ce n'est pas en nationalisant vos banques, en nommant 210.000 fonctionnaires, en créant des offices fonciers dans chaque canton, en fixant un quantum de production agricole, en jugulant l'entreprise que nous résoudrons les problèmes de la France.

Une bureaucratie plus insupportable encore est à rejeter.

Comment nos entreprises pourront créer des emplois, si elles sont mises en tutelle financière aggravée ?

Or, dans le même temps, nous entrevoyons déjà l'imposture à laquelle s'associe étroitement le parti communiste, qui attendra les élections législatives pour recevoir sa récompense.

Oui les travailleurs sont déjà bernés, eux auxquels désormais des organisations syndicales demandent d'attendre cinq années pour réduire à 35 Heures la semaine de travail ou qui affirment nécessaire d'être patient pour l'augmentation du S.M.I.C. par paliers. Or, c'était notre politique. Arrêtons là l'énumération.

Les élections législatives du 14 juin ne seront ni un troisième tour, ni une revanche. Elles exprimeront, en particulier dans le Sud-Vendéen, **votre volonté de mener une politique économique dynamique, à base de responsabilités et d'écarter l'emprise de l'Etat et des Administrations sur l'individu.**

Au cours de la récente campagne électorale, le nouveau Président déclarait qu'il "gouvernerait avec la majorité qui sortirait des urnes", appréciation conforme à notre constitution.

Avec vous nous attendons que le Pays confirme la majorité parlementaire actuelle et refuse l'aventure. Ainsi vos aspirations pourront triompher. C'est dans cet esprit que les formations politiques de la France libérale ont **enfin** compris la nécessité de réaliser une entente solide et cohérente dans un esprit total d'unité sur l'essentiel.

Ce choix commun, que je souhaitais depuis longtemps, s'exprime par un seul drapeau, **l'Union pour la Nouvelle Majorité.** J'ai été choisi par tous ses représentants pour être **le seul candidat**, porteur de l'espérance.

Vous savez les nombreux ennuis auxquels j'ai dû faire face depuis de nombreux mois. Ils ne m'ont pas permis de vous rencontrer comme autrefois et d'organiser les réunions d'élus auxquelles je suis attaché. Heureusement cette période est terminée. C'est pourquoi j'ai accepté de défendre avec vous la société dont vous refusez la disparition.

Mais dans le même temps nous saurons, en évitant les bouleversements, aider à l'expression d'une politique novatrice.

Mon expérience et mon dévouement ne seront pas inutiles pour défendre cette action.

Je sais que je peux compter sur vous pour que nous ouvrions ensemble pour la France un avenir de prospérité, de solidarité et de liberté.

André FORENS

Avocat au Barreau
Député sortant
Conseiller Régional
Conseiller Général de la Vendée
Maire de FONTENAY-LE-COMTE
Président du District Urbain et Rural

Léon AIMÉ

Remplaçant éventuel
Agriculteur
Conseiller Général de la Vendée
Maire de MOUTIERS-LES-MAUXFAITS

IMP LORIOU - 85200 FONTENAY-LE-COMTE ☎ (51) 69.01.56